Ménessaire : finances de la commune

Commune · Côte-d'Or (21) · 80 habitants · tranche moins de 100 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Ménessaire affichait un encours de dette de 3 498 €, soit 44 € par habitant, une épargne brute égale à 43,6 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 0,1 ans.

Dette par habitant
44 €
3 498 € au total

Capacité de désendettement
0,1 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
43,6 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
1 077 € / hab.
86 k€ au total

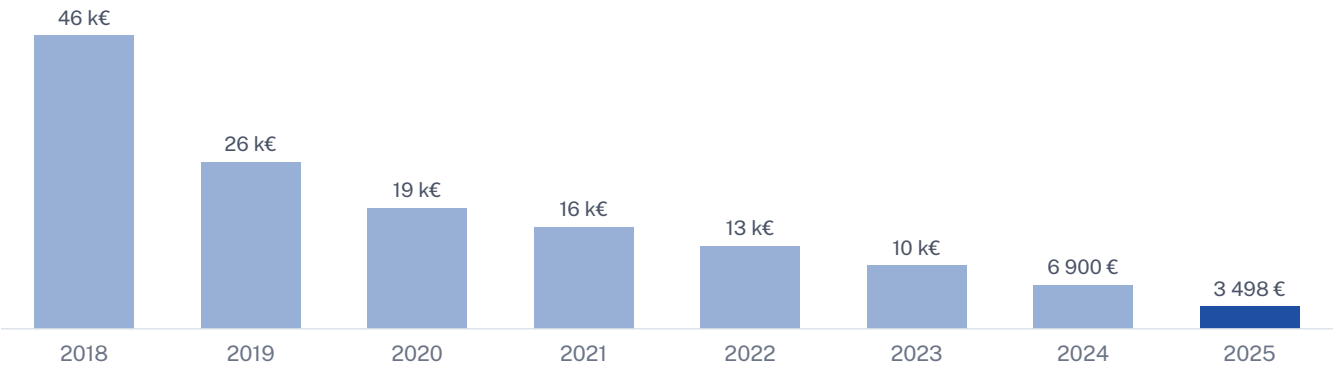
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 3 275 communes de moins de 100 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	1 077 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	5,2 %	56 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	43,6 %	833 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	44 €	un peu en dessous de la moitié des communes de même taille. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	42 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Combien rapportent les impôts locaux ?	565 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 46 k€ en 2018 à 3 498 € en 2025 (-92,5 %).

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	46 k€	39,6 %	1 ans	23 k€
2019	26 k€	54,8 %	0,4 ans	9 084 €
2020	19 k€	30,2 %	0,6 ans	38 k€
2021	16 k€	50,2 %	0,2 ans	19 k€
2022	13 k€	18,7 %	0,5 ans	33 k€
2023	10 k€	51,8 %	0,1 ans	2 600 €
2024	6 900 €	27,9 %	0,2 ans	17 k€
2025	3 498 €	43,6 %	0,1 ans	3 380 €

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Ménessaire	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	44 €	302 €	−85,5 %
Impôts locaux par habitant	565 €	369 €	+53 %
Frais de personnel par habitant	56 €	136 €	−58,9 %
Investissement par habitant	42 €	262 €	−83,9 %
Taux d'épargne brute	43,6 %	27 %	
Capacité de désendettement	0,1 ans	0,8 ans	

Jumelles : Cravencères (32), Castelnau-d'Anglès (32), Lys (58), Castillon (65), Nicey (21), Gazave (65), Laferté-sur-Amance (52), Vignes-la-Côte (52), Loupmont (55), Poix (51). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	85	80	−5,9 %	−1,1 %
Dette par habitant	310 €	44 €	−85,9 %	−27,4 %
Impôts locaux par habitant	304 €	565 €	+86,2 %	+36,5 %
Frais de personnel par habitant	81 €	56 €	−30,6 %	+19,3 %
Taux d'épargne brute	54,8 %	43,6 %	−11,2 points	−0,1 point
Capacité de désendettement	0,4 ans	0,1 ans	−0,3 an	−0,3 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		1 319 €		1 804 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Ménessaire	Comparaison
Habitants (2023)	75	−3,8 % depuis 2012 (département : +2,4 %)
65 ans ou plus (2023)	45,3 %	département : 22,2 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	0 pour 100 habitants	département : 3,4
Salariés du secteur privé (2025)	1	

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

30 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 20 emplois, soit 70 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	51,6 %	1,7 %	1,3 %	100 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	0 %	6,6 %	6,6 %	0 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	16,1 %	17,9 %	20,1 %	0 %
Professions intermédiaires	16,1 %	27,7 %	26,4 %	0 %
Employés	16,1 %	25,4 %	26,1 %	0 %
Ouvriers	0 %	20,8 %	19,5 %	0 %

Professions les plus exercées par les habitants : Bourgogne-Franche-Comté

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	24 470	2,1 %
Infirmiers en soins généraux salariés	20 750	1,8 %
Agents de service des établissements de santé	18 070	1,6 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	17 970	1,6 %
Enseignants titulaires du primaire	16 500	1,4 %
Conducteurs de poids lourds	16 380	1,4 %
Secrétaires, employés de la bureautique	16 360	1,4 %
Ouvriers du nettoyage	15 190	1,3 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	14 250	1,2 %
Assistants maternels agréés	13 370	1,2 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	13 270	1,2 %
Techniciens d'installation et de maintenance (hors informatique)	12 930	1,1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Côte-d'Or (21)) : 19 601 au moins, dont 45,3 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Viticulteurs, arboriculteurs	3 128	47,4 %
Agents d'entretien de locaux	1 462	61,4 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	1 112	23,7 %
Serveurs de cafés restaurants	619	39,4 %
Aides-soignants	535	40,9 %
Employés de libre service	489	21,3 %
Employés de l'hôtellerie	485	38,6 %
Cuisiniers	478	67,6 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	439	73,6 %
Personnels de ménage chez des particuliers	389	57,1 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l’État verse pour les investissements

Indicateur	Ménessaire
Subventions d’investissement de l’État accordées (2018-2025)	5 810 € pour 1 projet
Par habitant	73 € (communes de même taille : 310 € ; département : 154 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l’État	40 %
Aides de l’ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l’Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l’Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.